



# UNRISD INFOS

Le Bulletin de l'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social

## Le pouvoir transformateur de la politique sociale

La politique sociale est une intervention de l'Etat qui se répercute directement sur la protection sociale, les institutions sociales et les rapports sociaux. Elle répond à un souci général de redistribution, de production, de reproduction et de protection et, alliée à la politique économique, poursuit des objectifs sociaux et économiques nationaux. Elle ne traite pas seulement de la "causalité" des changements et processus sociaux; elle contribue aussi au bien-être de la société dans son ensemble.

L'UNRISD a effectué ses recherches entre 2000 et 2005 dans le cadre de son projet. La politique sociale dans un contexte de développement. Son approche a été à la fois historique et comparative. Les études, auxquelles ont participé plus d'une centaine de chercheurs dans le monde, ont été réalisées en Afrique du Nord, en Asie orientale, en Amérique latine, en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et dans les pays nordiques et ont porté sur les questions liées à la macroéconomie pro-pauvres, les dimensions sexospécifiques, la démocratisation, la marchandisation des soins de santé, la privatisation de l'eau et la réforme du secteur public.

Les recherches de l'UNRISD sur la politique sociale dans un contexte de développement mettent en évidence la contribution de la politique sociale au développement, même lorsqu'elle touche à des questions présentant un intérêt intrinsèque comme la protection sociale, l'égalité et la citoyenneté sociale, et plaident pour qu'elle sorte du rôle secondaire dans lequel elle a été cantonnée durant la plus grande partie des années 80 et 90. Seize leçons essentielles s'en dégagent.

### Leçon 1—Les tâches multiples de la politique sociale

Les arguments relatifs à la valeur de la politique sociale doivent aller de pair avec les arguments instrumentaux. La politique sociale doit répondre à quatre préoccupations majeures: distribution, protection, production et reproduction.

### Leçon 2—Les idéologies ont de l'importance

Les idéologies sont importantes parce qu'elles déterminent les motifs et les normes sous-jacents aux mesures de politique sociale, ainsi que le poids accordé aux divers coûts et avantages

des interventions sociales et les droits moraux des individus à l'aide sociale.

### Leçon 3—Politique sociale et pauvreté

Dans les pays en développement, la politique sociale ne vise pas seulement à éliminer la pauvreté. En fait, divers pays ont réussi à faire reculer la pauvreté en un temps relativement bref alors que le recul de la pauvreté n'était pas le but le plus explicite de leurs politiques sociales.

### Leçon 4—Industrialisation tardive et politique sociale

La politique sociale n'est pas réservée aux pays qui ont atteint un certain stade de développement. Elle n'est pas non plus l'apanage des Etats providence avancés; c'est un instrument clé du développement économique et social, et de nombreuses mesures sociales peuvent être adoptées à des niveaux de revenu assez bas.

### Leçon 5—La valeur instrumentale de la politique sociale

La politique sociale n'est pas seulement l'expression de valeurs normatives mais

► page 2

## Sommaire

### LE POINT SUR LES RECHERCHES EN 2007

Politique sociale et développement • Marchés, entreprises et réglementation • Genre et développement • Identités, conflits et cohésion • Société civile et mouvements sociaux  
• Recul de la pauvreté et régimes politiques

LES RÉUNIONS DE 2007 • NOTES DU PERSONNEL 2007 • PUBLICATIONS 2007

(suite page 1)

peut être aussi un instrument majeur de transformation dans le processus de développement. La grande difficulté consiste à exploiter la valeur instrumentale des politiques sociales sans porter atteinte à la valeur intrinsèque des objectifs poursuivis.

### Leçon 6—Les marchés du travail

Les politiques de l'emploi sont un moyen extrêmement important de s'attaquer aux questions de pauvreté et de développement. Tous les Etats montrés en exemple pour leur développement ont en commun la poursuite d'une politique active de l'emploi.

### Leçon 7—La nature sexospécifique de la politique sociale

La politique sociale est toujours sexospécifique parce qu'elle a une incidence sur la participation des femmes et des hommes aux activités économiques à l'intérieur et à l'extérieur du ménage. La manière dont les politiques sociales tentent de résoudre les problèmes de soins ou de garde a une influence sur la vie des femmes en élargissant leurs capacités et leurs choix ou en les cantonnant dans les rôles dits "traditionnels".

### Leçon 8—Tendance à l'universalisme

Face aux problèmes de la pauvreté, les pays pauvres ont d'excellentes raisons de pencher en faveur de politiques universalistes. Là où la pauvreté est généralisée, le "ciblage" est inutile, met trop à contribution les compétences disponibles et demande une administration trop lourde.

### Leçon 9—Macroéconomie et politique sociale

Dans les expériences positives de développement qui ont été faites, les politiques macroéconomiques avaient un ancrage social; elles accordaient une attention spéciale à la croissance économique et aux changements structurels comme moyens d'éliminer la pauvreté et d'améliorer les conditions d'existence de la population.

### Leçon 10—L'environnement international de la politique sociale

Une économie qui s'ouvre au monde extérieur a besoin d'une politique sociale, non seulement parce que celle-ci apporte le capital humain nécessaire à une amélioration de la compétitivité, mais aussi parce qu'elle assure aux citoyens la protection nécessaire contre les aléas des marchés mondiaux.

### Leçon 11—Démocratie et politique sociale

On ne peut pas établir de correspondance directe entre tel régime politique et telle politique sociale. On a vu des régimes autoritaires mener de très ambitieuses politiques sociales. Cependant, la démocratie laisse davantage s'ex-

primer les intérêts et permet de se mobiliser en faveur de politiques sociales.

### Leçon 12—Capacité de l'Etat

Les Etats dotés de bonnes institutions sont mieux à même de traduire des engagements politiques en politiques sociales efficaces et en systèmes de distribution. Par "capacité", il faut entendre non seulement la fourniture directe par l'Etat de services sociaux par le biais des dépenses publiques, mais aussi l'aptitude de l'Etat à encadrer les autres acteurs et à dégager un consensus politique ou à établir le "pacte social" nécessaire à la coordination d'initiatives.

### Leçon 13—Financement de la politique sociale

Les instruments choisis pour le financement de la politique sociale doivent être compatibles avec une politique budgétaire avisée et d'autres objectifs sociaux tels que l'équité et l'efficacité. Le succès des Etats providence est lié le plus souvent à une forte fiscalité.

### Leçon 14—Mouvements sociaux et pacte social

Les mouvements sociaux et la contestation sociale sont d'importants déterminants de la politique sociale, à la fois directement (en faisant inscrire certains points à l'ordre du jour politique) et indirectement (lorsque la réforme sociale a pour moteur le désir de prévenir ou d'anticiper l'agitation sociale).

### Leçon 15—Diversité des instruments

Il n'existe pas de recette identique pour tous: il y a des différences sensibles dans les instruments utilisés (politique budgétaire, réforme agraire, législation sociale, mesures classiques d'aide sociale, réglementation du secteur privé, etc.) et les trajectoires suivies à travers les époques. Le choix des instruments résulte souvent d'une interaction complexe de forces dont la combinaison est sans doute unique dans chaque pays.

### Leçon 16—Cohérence des politiques

La politique sociale devrait être définie dans un cadre général qui tient compte des relations entre les contextes politique et institutionnel et les politiques économiques et sociales. Les affinités sectorielles ou complémentarités entre institutions sont un important déterminant du succès des politiques sociales.

La façon d'intégrer ces leçons ou de les traduire dans la politique nationale dépendra naturellement du contexte national. Il faut en outre garder à l'esprit les interactions complexes entre les diverses politiques suggérées par ces leçons, de même que l'importance du contexte et de l'histoire de chaque pays.

**Pour plus de détails, consulter le site [www.unrisd.org/research/social\\_policy](http://www.unrisd.org/research/social_policy)**

## Le point sur les recherches en 2007

### POLITIQUE SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT

[www.unrisd.org/research/spd](http://www.unrisd.org/research/spd)

La politique sociale a pour but de promouvoir l'équité et une protection sociale universelle, tout en servant au développement économique. L'UNRISD définit la politique sociale comme les institutions et politiques publiques qui visent à protéger les citoyens des aléas sociaux et de la pauvreté afin de leur permettre, comme but ultime, de travailler à la réalisation de leurs objectifs de vie personnels. Depuis quelques décennies, cette conception est marginalisée par des démarches politiques qui privilégient les filets de sécurité et le ciblage des groupes vulnérables.

#### Financement de la politique sociale

**Durée:** Phase I, 2006–2008; Phase II, 2007–2010

**Coordonnatrice des recherches:** Katja Hujo

**Financement:** Fondation Ford; budget général de l'UNRISD

Ce projet consiste à étudier les mécanismes de financement des politiques sociales dans des contextes de développement, notamment sous l'angle de l'efficacité et de l'équité. Il analyse diverses sources de recettes et instruments de financement de la politique sociale pour voir dans quelle mesure ils garantissent un financement suffisant, stable et durable. La recherche recense aussi les mécanismes institutionnels qui permettent de se rapprocher des buts de la démocratie et du développement économique. Elle se pose notamment les questions suivantes:

- Quelles options financières s'offrent aux pays en développement qui veulent se servir de politiques sociales pour progresser dans le sens de la productivité économique, de la démocratisation et de l'intégration sociale?
- En quoi les mécanismes de financement et l'espace budgétaire sont-ils déterminés par la situation du marché, l'héritage du passé et les capacités présentes, politiques et institutionnelles?
- Quel est le rôle des acteurs extérieurs, des conseillers, des modèles politiques et des idéologies lorsqu'il s'agit de trouver des ressources et de choisir des structures de financement?
- Dans quelle mesure les différentes sources de recettes et décisions de dépenses ont-elles un impact sur les inégalités verticales et horizontales?

Pendant la phase I, l'UNRISD a commandé 13 rapports thématiques pour peser les avantages et les inconvénients de certaines sources de financement telles que l'impôt, les assurances sociales, les fonds de pension, les rentes minières, les envois de fonds et l'aide. Chacune de ces sources de recettes fera l'objet de recherches approfondies pendant la phase II.

**Etat actuel des recherches:** un atelier de travail s'est tenu à Genève les 1er et 2 mars 2007. L'UNRISD lui a consacré un numéro des Conférence Infos et a publié un document de programme sur les envois de fonds, la migration et le développement social. Le projet entre maintenant dans sa seconde phase. Il va se diviser en projets secondaires qui comporteront des études de cas et une analyse comparative de pays ayant financé leur politique sociale en recourant aux sources de recettes sélectionnées.

#### Politique sociale et migration dans les pays en développement

**Durée:** 2007–2009

**Coordonnatrice des recherches:** Katja Hujo

**Financement:** Agence suédoise d'aide au développement international (Sida); budget général de l'UNRISD

Ce projet porte sur les dimensions sociales des migrations en provenance et à destination de pays en développement. La plupart des recherches s'étant intéressées aux migrations Sud-Nord, les conséquences des migrations Sud-Sud sont mal connues. Il cherche à répondre aux questions suivantes:

- En quoi la migration affecte-t-elle la politique sociale et la prestation des services et quel impact la migration a-t-elle sur la pauvreté dans les pays d'origine et dans les pays de destination?
- Dans quelle mesure les grilles d'analyse existantes sont-elles applicables à l'étude de phénomènes tels que les envois de fonds, l'exode des cerveaux, la chaîne mondiale des soins ou le transnationalisme dans le contexte des migrations Sud-Sud, et quel est leur intérêt pour la politique sociale?
- Quelles configurations organisationnelles et politiques ont une incidence sur la politique sociale et la prestation des services? Des tendances se dessinent-elles pour ce qui est de la politique migratoire des pays du Sud et de leur coopération régionale en la matière?

**Etat actuel des recherches:** un atelier de travail s'est tenu les 22–23 novembre 2007 à Stockholm, sous les

auspices de l'Institute for Futures Studies (IFS) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'UNRISD, l'IFS et l'OIM ont identifié des chercheurs et les ont chargés de rédiger six rapports thématiques et trois études régionales (sur l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine), dans lesquels ils traiteront de l'intérêt de phénomènes tels que les envois de fonds, l'exode des cerveaux et le transnationalisme pour la migration et la politique sociale dans les pays en développement. Par ailleurs, il est également prévu que certains pays fassent l'objet d'études de cas approfondies.

### Indice de la politique sociale

**Durée:** 2006–2008

**Coordonnateur des recherches:** Naren Prasad

**Financement:** budget général de l'UNRISD

Ce projet consiste à élaborer un indice qui classe les pays selon l'orientation de leur politique sociale. L'indice de la politique sociale (IPS) est un indice d'entrée (input index) qui mesure les priorités et les efforts de chaque pays en matière de politique sociale. Il sera utile aux décideurs politiques, aux universitaires et au grand public désireux d'évaluer les politiques des pays, de faire des comparaisons entre pays et entre époques.

**Etat actuel des recherches:** Un ensemble de données sur les indicateurs est en voie de constitution. Un document thématique et un autre consacré aux déterminants des dépenses sociales ont été rédigés, et un document de programme sur l'IPS paraîtra en 2008.

### Les politiques sociales dans les petits Etats

**Durée:** 2007–2009

**Coordonnateur des recherches:** Naren Prasad

**Financement:** Secrétariat du Commonwealth; budget général de l'UNRISD

L'exemple de petits Etats peut aider à comprendre comment la dynamique interne et les pressions externes se conjuguent pour façonner la politique sociale et économique. Ce projet éclaire les succès de certains petits Etats qui ont défini des politiques de développement social pour venir à bout de leur vulnérabilité chronique et améliorer leurs indicateurs sociaux. Il s'interroge aussi sur les raisons pour lesquelles d'autres petits pays, avec des politiques analogues ou différentes, n'ont pas réussi à améliorer les conditions d'existence de leurs populations. La recherche envisage diverses hypothèses pour expliquer que les résultats varient autant, pour ce qui est notamment de la démocratie, des pactes sociaux, de l'Etat providence, du degré de cohésion sociale/du capital social, et de l'inventivité des autorités.

**Etat actuel des recherches:** des études sont en cours dans treize pays (Barbade, Fidji, Guyana, Jamaïque, Lesotho et Swaziland, Malte et Chypre, Maurice, Organisation des Etats des Caraïbes de l'Est, Seychelles, Tonga et Samoa, Trinité-et-Tobago, Tuvalu et Kiribati, Vanuatu et les Îles Salomon). Un atelier de méthodologie sur le contenu des rapports des pays s'est tenu à Genève les 1er et 2 octobre 2007.

### MARCHÉS, ENTREPRISES ET RÉGLEMENTATION

[www.unrisd.org/research/mbr](http://www.unrisd.org/research/mbr)

Les changements institutionnels et politiques qu'ont entraînés la libéralisation économique, la privatisation, la marchandisation et une façon nouvelle d'aborder la réglementation et la gouvernance ont profondément modifié les relations entre l'Etat et les entreprises et le rôle du marché dans le développement social. Les conséquences qui en résultent pour le bien-être social, l'équité et la gouvernance démocratique sont au centre des recherches de ce programme.

### Organisations d'entreprises et politique sociale

**Durée:** 2007–2008

**Coordonnateur des recherches:** Peter Utting

**Financement:** Département du développement international du Royaume-Uni (DFID); budget général de l'UNRISD

Ce projet examine en quoi les organisations d'entreprises façonnent la politique publique, les pactes sociaux et d'autres mécanismes institutionnels favorables à un développement solidaire. Il s'agit ici d'analyser comment les entreprises influencent les politiques, en particulier les politiques sociales, les politiques de l'emploi et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. La recherche se pose notamment les questions suivantes:

- Dans quelles conditions institutionnelles et politiques les organisations d'entreprises dépassent-elles la simple recherche du profit pour soutenir des politiques publiques capables d'entraîner un développement général?
- Dans quelle mesure les pressions et d'autres actions menées pour influencer les politiques sont-elles compatibles avec les principes de la responsabilité sociale des entreprises?
- De quelle façon les méthodes par lesquelles les entreprises s'efforcent aujourd'hui de réduire la pauvreté peuvent-elles se comparer aux politiques et rapports entre l'Etat et les entreprises qui étaient efficaces par le passé?

- En quoi les aspects politiques de la réglementation sont-ils en train de changer de nature? Dans quelle mesure les nouveaux modes d'organisation et de mobilisation de la société civile parviennent-ils à faire avancer la réforme des institutions et des politiques?

**Etat actuel des recherches:** un appel à communications a été lancé en février 2007 en vue d'une conférence sur les entreprises, leur influence politique et la politique sociale dans les pays en développement, qui s'est tenue les 12 et 13 novembre à Genève. Sur les 100 propositions reçues, 27 ont été retenues. Les auteurs, parmi lesquels se trouvaient des universitaires confirmés et des doctorants, venaient du Nord et du Sud. Les documents et la conférence ont porté sur trois grandes catégories de questions: l'évolution des modes relationnels entre l'Etat et les entreprises et leurs incidences sur la politique sociale; les formes nouvelles de collaboration à la gouvernance et les pactes sociaux liés à la responsabilité sociale des entreprises et aux partenariats public-privé; et le changement de nature du militantisme pour responsabiliser les entreprises. L'UNRISD publiera un résumé des discussions dans un numéro de ses Conférences Infos ainsi qu'un volume réunissant plusieurs études revues et corrigées.

### Négociation de régimes commerciaux alternatifs en Amérique latine

**Durée:** 2007–2008

**Coordonnateur des recherches:** Peter Utting

**Financement:** Réseau universitaire international de Genève; budget général de l'UNRISD

Ce projet étudie les régimes commerciaux sous l'angle de l'économie politique, ainsi que la part prise par des acteurs autres que l'Etat à l'élaboration des politiques commerciales et d'intégration régionale dans quatre pays où des partis sociaux-démocrates ou des partis de gauche sont au pouvoir: la Bolivie, le Brésil, le Chili et le Nicaragua. Les chercheurs s'emploient à répondre aux questions suivantes:

- Quelles formes de contestation sociale et de conflit les questions commerciales suscitent-elles?
- En quoi le militantisme de la société civile et les pressions exercées par les entreprises ont-ils contribué à façonner les réformes politiques et institutionnelles qui visent à s'attaquer à l'injustice commerciale?
- Parmi les types de pactes sociaux, de coalitions, d'alliances et de compromis, lesquels sont favorables à la réforme sociale et lesquels y sont opposés?

- Parmi les types de régime politique et de gouvernance, lesquels sont favorables au militantisme, à une politique progressiste et au changement des institutions et lesquels y sont contraires?

Ce projet est réalisé en collaboration avec l'Université de Genève et l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), devenu depuis l'Institut des hautes études internationales et de développement (IHEID), établi à Genève.

**Etat actuel des recherches:** la recherche est en cours et des projets de rapports sont attendus pour l'été 2008.

## GENRE ET DÉVELOPPEMENT

[www.unrisd.org/research/gd](http://www.unrisd.org/research/gd)

Depuis quelques décennies, les femmes sont plus présentes dans la vie publique, que ce soit en politique, au travail ou dans les courants migratoires internationaux. Pourtant, le pouvoir qu'exercent les hommes et les femmes dans le monde moderne et ses institutions—les marchés, les flux macroéconomiques et les programmes de politique sociale; l'Etat, les partis politiques et les mouvements sociaux ainsi que dans la sphère privée de la famille, le ménage et la communauté—reste inégal. Les stratégies de développement qui obéissent aux lois du marché et ignorent l'économie non rémunérée, celle des soins ou de la reproduction sociale, et la résistance politique aux droits des femmes (parfois au nom de la "culture" ou de la "tradition") ont de sérieuses conséquences pour la promotion de l'équité sociale et, en particulier, la correction des déséquilibres entre femmes et hommes.

### Economie politique et sociale des soins (care economy)

**Durée:** 2006–2009

**Coordonnatrice des recherches:** Shahra Razavi

**Financement:** Centre de recherches pour le développement international (CRDI, Canada); Direction du développement et de la coopération suisse; Programme des Nations Unies pour le développement (Fonds WID/Japon); budget général de l'UNRISD

Les êtres humains reçoivent des soins ou une assistance de diverses institutions (du ménage et de la famille; de l'Etat, des marchés et du secteur à but non lucratif). Ces soins tiennent une place importante dans le développement économique et social; la façon dont ils sont organisés et l'endroit où ils sont dispensés ont des répercussions directes sur le bien-être des êtres humains et l'égalité des sexes. Ce projet explore les inégalités entre hommes et femmes et la

dynamique du pouvoir à l'intérieur de ces diverses institutions, ainsi que les incidences des différents dispositifs de soins sur ceux et celles qui les prodiguent (rémunérés ou non), leur niveau de vie et leur accès aux droits sociaux. La recherche porte notamment sur les questions suivantes:

- En quoi la responsabilité de dispenser des soins non rémunérés influe-t-elle sur l'accès des hommes et des femmes à une activité lucrative et à la protection sociale?
- De quelle manière les politiques universelles et apparemment neutres à l'égard des femmes et des hommes (programmes de transferts monétaires, allocations familiales et allocations pour enfants, retraites sociales) modifient-elles la charge des soins?
- Dans quelle mesure les programmes de soins et d'assistance (accueil de la petite enfance et programmes de repas en milieu scolaire, services de soins à domicile pour les personnes âgées et les malades) allègent-ils le fardeau de ceux qui dispensent généralement ces soins?
- Qui fournit les services rémunérés selon les contextes institutionnels? Quelles sont leurs conditions de travail (salaires, accès à la protection sociale, niveaux de syndicalisation)? Comment répondent-ils à leurs propres besoins en matière de soins et à ceux des personnes qui sont à leur charge?
- Dans quelle mesure la taille de l'économie des soins non rémunérée varie-t-elle par rapport au PIB (et aux dépenses consacrées par le gouvernement aux soins) selon les pays et leur niveau de développement (économique et social)?
- Quels acteurs sont capables de faire changer la politique dans le domaine de la protection sociale? Les questions d'égalité des sexes figurent-elles à leur ordre du jour et à leurs programmes? Où et comment les intérêts des femmes sont-ils représentés et débattus?
- En quoi les orientations générales de la politique économique et sociale et les arrangements politiques influent-ils sur la réceptivité des politiques aux questions de soins et d'assistance?

Des recherches comparatives sont en cours en Afrique du Sud, en Argentine, en Inde, au Japon, au Nicaragua, en République de Corée, en Suisse et en Tanzanie.

**Etat actuel des recherches:** deux des cinq rapports de recherche prévus dans chaque pays ont été établis et discutés lors d'un atelier organisé par l'UNRISD du 8 au 10 août 2007 à Genève, puis révisés et présentés à l'Institut fin novembre. L'UNRISD a aussi commandé une

étude théorique sur la Suisse et recrute actuellement des chercheurs pour l'étude de cas du Japon, ainsi que pour la rédaction de plusieurs documents thématiques. Deux des études préliminaires ont été publiées comme documents de programme.

### Religion, politique et égalité des sexes

**Durée:** 2007–2009

**Coordonnatrice des recherches:** Shahra Razavi

**Financement:** Fondation Heinrich Böll (HBF); Bureau régional pour l'Europe centrale et orientale du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM); budget général de l'UNRISD

La religion a quitté la place qui lui était assignée (par les théories de la modernité) dans la sphère privée, pour se propulser sur la scène publique et confondre ceux qui prédisaient la sécularisation du monde. L'entrée de la religion dans l'espace politique aura probablement des répercussions importantes sur l'égalité sociale, la citoyenneté, le contrôle démocratique et les droits des femmes à l'égalité. Ce projet s'intéresse aux questions théoriques et politiques suivantes:

- Comment la religion et la politique se mêlent-elles l'une à l'autre? Les modes d'insertion sont-ils distincts selon les contextes (ou le couple religion-politique se présente-t-il sous des variantes diverses?)
- On a avancé l'hypothèse que la religion pouvait entrer dans la sphère publique à trois niveaux: celui de l'Etat, celui de la société politique et celui de la société civile, plus amorphe. Est-ce une typologie suffisante pour analyser le rôle de la religion dans les sociétés modernes, tant "en développement" que "développées"? Et pour analyser l'influence de la religion sur l'égalité des sexes?
- Dans de nombreux pays, les "coutumes" et les formes religieuses se rejoignent en un point critique où les préceptes religieux sont appliqués de manière sélective ou totalement ignorés. En quoi la recherche comparative peut-elle permettre de mieux comprendre cette interface?
- Quels effets sociaux et politiques le mélange entre religion et politique a-t-il sur l'égalité des sexes?
- L'analyse d'expériences principalement européennes et américaines a conduit à poser l'hypothèse que seules des religions publiques présentes dans la société civile sont compatibles avec les principes universalistes modernes et les structures modernes, essentiellement différenciées.

Cette hypothèse tient-elle dans d'autres contextes? Sur quels éléments de preuve s'appuie-t-elle, s'agissant de l'égalité des sexes?

**Etat actuel des recherches:** trois études de cas européennes (Pologne, Serbie et Turquie) sont prévues, ainsi que huit études de pays supplémentaires (Chili, Inde, Iran, Israël, Nicaragua, Nigéria, Pakistan et Etats-Unis) et deux documents théoriques. L'UNRISD est en train de recruter des chercheurs pour les huit études de pays supplémentaires.

### IDENTITÉS, CONFLIT ET COHÉSION

[www.unrisd.org/research/icc](http://www.unrisd.org/research/icc)

Ce programme tend à analyser comment le développement, le changement social et les politiques publiques influent sur les identités, les inégalités, la marginalité et les conflits. Avec trois projets de recherche s'intéressant à la formation et à la transformation de l'identité chez des citoyens de pays multiethniques, ce programme est centré sur les liens entre identités, droits et démocratie. Il vise à produire des connaissances utiles à la définition de politiques publiques justes qui contribuent à l'intégration et à la cohésion sociales.

#### Identité, pouvoir et droits des populations autochtones

**Durée:** 2006–2008

**Coordonnateur des recherches:** Terence Gomez

**Financement:** Fonds international de développement agricole (FIDA); Fonds Christensen; budget général de l'UNRISD

Les conceptions et les préférences de nombreuses populations autochtones s'écartent nettement des conceptions classiques du développement. Une telle opposition à l'idée générale que l'on se fait du progrès peut susciter des conflits entre groupes sociaux, une grave marginalisation des communautés tribales ou provoquer la violation de leurs droits par le gouvernement et les institutions financières internationales.

La recherche met en lumière ces conséquences, afin que les Etats, les institutions multinationales et les communautés autochtones puissent collaborer plus facilement à la conception et à l'application de modèles de développement durable. Elle vise à faire prendre conscience des droits des populations autochtones et de leur capacité à choisir leur voie propre en matière de développement, ainsi que de la nécessité pour ces Etats et les agences internationales de créer des instances de consultation sans exclusive, dans

laquelle ces populations participent aux décisions qui touchent à leur mode de vie.

Les populations autochtones ont fait l'objet d'études de cas dans huit pays: l'Australie, la Bolivie, le Canada, l'Inde, le Nigéria, le Pérou, les Philippines et le Tchad (et le Cameroun).

**Etat actuel des recherches:** Le deuxième et dernier atelier s'est tenu à Genève les 2-3 avril 2007. La publication de deux documents de programme, d'un recueil de contributions et d'une note d'information de la série Recherches et politiques est prévue pour 2008. Une maison d'édition bolivienne envisagera aussi de publier une version courte en espagnol, réunissant la vue d'ensemble/l'introduction du projet et les études de cas sur la Bolivie et le Pérou. De plus, des chercheurs ayant participé au projet ont publié, dans le courant de l'année, de nombreux articles et pages de libre expression sur des thèmes du projet dans *The Guardian Weekly*, *The Economic and Political Weekly* et le *International Herald Tribune*.

### SOCIÉTÉ CIVILE ET MOUVEMENTS SOCIAUX

[www.unrisd.org/research/cssm](http://www.unrisd.org/research/cssm)

Les travaux de ce programme portent sur le militantisme transnational à un moment où les mouvements et réseaux mondiaux, dans leurs campagnes de sensibilisation, proposent de plus en plus des solutions de rechange politiques. Les chercheurs étudient aussi la façon dont ce militantisme international imprègne peu à peu les initiatives et la mobilisation populaires aux niveaux national et local, la nature et la diversité de quelques mouvements transnationaux, ainsi que la façon dont ils se constituent en réseau par divers moyens et forums. Ils en évaluent l'influence et l'efficacité en observant les politiques imaginées par les autorités et les institutions de développement établies.

#### Les sommets mondiaux de l'ONU et l'engagement de la société civile

**Durée:** 2003–2007

**Coordonnateur des recherches:** Kléber Ghimire

**Financement:** Fondation Ford; budget général de l'UNRISD

La société civile militante est de plus en plus engagée aux côtés des grandes institutions du développement: on l'a vu en particulier lors des sommets et conférences des Nations Unies qui se sont tenus depuis le début des années 1990 sur les questions du développement mondial. Ces forums ont ouvert un champ et des horizons nouveaux au travail

de sensibilisation des organisations de la société civile et des mouvements sociaux. Cette recherche se penche sur les questions suivantes:

- Les sommets de l'ONU ont-ils contribué à la création d'un espace politique propice à une densification des organisations de la société civile et à un militantisme accru de leur part?
- Quels ont été l'éventail et la qualité des activités de la société civile—planification, application et contrôle des principales mesures adoptées—après les sommets mondiaux?
- Les sommets de l'ONU ont-ils favorisé l'établissement ou le resserrement des liens horizontaux et verticaux entre les organisations de la société civile?

Des études de cas ont été réalisées en Afrique du Sud, au Brésil, au Chili, en Chine, en Indonésie et au Sénégal pour découvrir quelles répercussions les différents sommets avaient eues sur les organisations de la société civile, leur travail en réseau et leurs capacités de sensibilisation.

**Etat actuel des recherches:** un livre résumant les conclusions de l'étude de cas réalisée en Chine a été publié en chinois; des rapports nationaux ont été traduits en anglais pour atteindre un plus large lectorat international, et une note d'information de la série Recherches et politiques est parue en anglais, en espagnol et en français. Une réunion parrainée par la Fondation Ford s'est tenue le 19 mars 2007 à New York pour faire connaître les principaux résultats de la recherche aux représentants de l'ONU, d'ONG, de fondations et du monde universitaire. Le volume de synthèse final est en cours d'élaboration.

### Mouvements de la société civile mondiale: Dynamique des campagnes internationales et application au plan local

**Durée:** 2003–2008

**Coordonnateur des recherches:** Kléber Ghimire

**Financement:** Direction du développement et de la coopération suisse; budget général de l'UNRISD

Ce projet a consisté à étudier des mouvements sociaux traitant de l'allègement de la dette, des règles du commerce international, de la fiscalité mondiale, de la lutte contre la corruption et du commerce équitable. La recherche a approfondi deux séries de questions:

- Premièrement, la structure, les valeurs institutionnelles et le modus operandi de certains mouvements de la société civile mondiale, qui indiquent en quoi ces mouvements ont favorisé ou entravé la formation de solides

mouvements citoyens transnationaux et d'organisations de la société civile.

- Deuxièmement, la situation des mouvements mondiaux dans des contextes nationaux et locaux. Comment les citoyens et les mouvements sociaux nationaux ont-ils pu y exprimer leurs préoccupations et proposer des suggestions concrètes? Cette question a tenu une place majeure dans la recherche.

Des documents d'information et des documents thématiques ont été commandés et des études de cas nationales ont été réalisées en Argentine, en Bolivie, aux Philippines, au Sénégal et en Turquie.

**Etat actuel des recherches:** les rapports nationaux sur l'Argentine, la Bolivie, les Philippines et la Turquie sont achevés et le rapport du Sénégal est en cours d'achèvement. Les rapports sur l'Argentine, la Bolivie et la Turquie vont être traduits en anglais, comme le rapport sénégalais dès qu'il sera terminé. Les cinq pays qui ont fait l'objet d'une étude de cas ont envoyé le troisième et dernier numéro de leur bulletin national. Des réunions nationales se sont tenues dans tous les pays pour diffuser les résultats préliminaires de la recherche. Un atelier a été organisé le 22 janvier 2007 à Nairobi à l'occasion du Forum social mondial (voir ci-après Les réunions qui ont jalonné l'année 2007).

### Ripostes sociales aux inégalités et aux changements de politique

**Durée:** 2006–2008

**Coordonnateurs des recherches:** Kléber Ghimire et Peter Utting

**Financement:** Commission européenne, sixième Programme-cadre, priorité 7—Citoyens et gouvernance dans une société de la connaissance; budget général de l'UNRISD

Ce projet, qui fait partie d'un réseau de recherche de sept universités européennes (INEQ) et qui est réalisé conjointement par deux des programmes de recherche de l'Institut (Société civile et mouvements sociaux; et Marchés, entreprises et réglementation), s'interroge sur la nature de la contestation sociale et du militantisme et sur le changement des politiques face à l'inégalité entre le Nord et le Sud. L'attention des chercheurs se porte principalement sur cinq domaines de la politique macroéconomique et des réformes institutionnelles: l'aide au développement; l'allègement de la dette; la fiscalité internationale; la politique commerciale et les subventions; et la responsabilisation des entreprises et de la finance. Des études de cas nationales sont actuellement réalisées en France et au Royaume-Uni.

**Etat actuel des recherches:** trois projets de documents thématiques et sept documents de recherche sur la dette (Royaume-Uni et France), la fiscalité internationale (Royaume-Uni et France), le commerce, la responsabilisation des entreprises (France) et l'aide (France), ont été reçus. Un rapport de synthèse sera établi vers le milieu de l'année 2008. L'UNRISD a participé à l'organisation d'un cours d'été à Sienne (Italie) sur L'inégalité: mécanismes, effets et politiques, du 17 au 23 juin 2007. Ce cours faisait partie des activités du consortium de centres de recherche européens dont relève le projet. Une réunion s'est tenue à Paris le 11 octobre 2007 pour étudier les résultats préliminaires des recherches de l'Institut. L'UNRISD a aussi participé à une réunion organisée par le consortium à Porto le 4 novembre 2007.

### RECU DE LA PAUVRETÉ ET RÉGIMES POLITIQUES

[www.unrisd.org/research/poverty](http://www.unrisd.org/research/poverty)

**Durée:** 2007–2008 (Etudes de cas comparatives et documents thématiques); 2007–2009 (rapport phare sur la pauvreté)

**Coordonnateur des recherches:** Yusuf Bangura

**Financement:** Agence suédoise d'aide au développement international (Sida); Ministère des affaires étrangères, Finlande; budget général de l'UNRISD

Cette recherche s'inscrit dans le débat actuel sur les politiques de recul de la pauvreté vues sous l'angle de la politique de développement et de la politique sociale. Elle vise à contribuer à la cohérence des politiques et à éclairer la façon dont les "régimes politiques"—contexte politique et institutionnel, politiques sociales et économiques—se répercutent sur la recul de la pauvreté. Le projet met en lumière les institutions, les politiques et les rapports de force qui, conjugués, favorisent un développement équitable et propice à l'intégration de tous et qui font que certains pays ont mieux réussi que d'autres à réduire la pauvreté. Le projet comprend trois séries d'activités: des études de cas comparatives, la production de documents thématiques et l'établissement du rapport phare sur la pauvreté.

Les recherches comparatives entre pays s'organisent autour de six grands thèmes: les stratégies de développement et le recul de la pauvreté; les inégalités de richesses et de revenus et la pauvreté; les régimes de protection sociale et la sécurité sociale; les régimes de protection sociale et la prestation des services sociaux; les intérêts organisés et, enfin, la capacité de l'Etat développemental et la réforme des institutions. Des études approfondies sont effectuées sur le terrain en Afrique du Sud, au Botswana, au Brésil, au Costa Rica, en Inde, au Kenya, en Malaisie et dans la

province chinoise de Taiwan. Des documents d'information générale seront établis sur la Chine, la Finlande, l'Irlande, le Mozambique, la République de Corée, Singapour, Sri Lanka, l'URSS et le Viet Nam.

Cinq documents thématiques approfondissent quelques-uns des sujets sur lesquels portent les études de cas: la capacité de l'Etat développemental, la réforme des institutions et le recul de la pauvreté; les problèmes de données, de méthodes et de résultats qui se posent lorsqu'on veut mesurer la pauvreté et les inégalités dans le monde; les complémentarités institutionnelles, les stratégies de croissance et la réduction de la pauvreté; la distribution fonctionnelle et personnelle des revenus et la pauvreté; et les régimes de protection sociale et le recul de la pauvreté.

**Etat actuel des recherches:** un atelier de méthodologie s'est tenu à Genève du 21 au 23 février 2007; les coordonnateurs des études de cas, des experts travaillant sur la pauvreté et les régimes politiques et des fonctionnaires d'institutions des Nations Unies y participaient. La première partie de l'atelier a été thématique et a porté sur les questions des complémentarités institutionnelles, des stratégies de croissance et de la pauvreté; des régimes de protection sociale et de la pauvreté; et de l'inégalité et de la pauvreté. La deuxième partie a été consacrée à l'examen des plans de recherche pour les études de cas approfondies. Le rapport de l'atelier a été publié dans la série des Conférence Infos de l'UNRISD. Des ateliers nationaux ont été organisés au Botswana, au Brésil, au Costa Rica, en Inde, en Malaisie et dans la province chinoise de Taiwan.

Le projet s'achèvera par la publication, en 2009, d'un rapport phare sur la pauvreté qui devrait alimenter le débat mondial sur les politiques à suivre pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et réduire la pauvreté.

## Les réunions de 2007

L'UNRISD était présent au Forum social mondial qui s'est déroulé à Nairobi, du 20 au 25 janvier 2007. Il a tenu le 22 janvier un colloque sur **Les mouvements de la société civile mondiale: dynamique des campagnes internationales et application au plan national**. Il y a eu affluence à cette réunion publique et le stand de l'UNRISD au Forum a lui aussi attiré bon nombre de visiteurs. Le Forum a été pour l'Institut l'occasion de discuter de ses recherches sur la société civile et les mouvements sociaux avec des acteurs de la société civile et d'en savoir plus sur les questions auxquelles les militants sont confrontés quotidiennement sur le terrain, ce qui lui a permis de juger de la pertinence de ses travaux. Trois sujets de recherche possibles se sont dégagés de ces discussions: la question de l'engagement de la jeunesse; les intellectuels et les universitaires dans les mouvements sociaux; et le financement des mouvements sociaux et son impact sur leur programme de travail.

Le 14 février 2007, le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et l'UNRISD ont organisé conjointement au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York une réunion en marge de la 45e session de la Commission du développement social, sur le thème **Elaboration de politiques sociales nationales: progrès et enseignements**. Les intervenants ont montré que les chances de réduire les inégalités étaient bonnes lorsqu'on appliquait des politiques sociales de transformation et de lutte contre l'exclusion et les intégrait dans une stratégie de développement national. La question prend une pertinence particulière depuis que le rôle primordial de la politique sociale fait de nouveau l'objet d'un consensus.

L'Institut a participé au Forum de la société civile pour le développement 2007, "Une plateforme pour le développement: Compte à rebours pour 2015", organisé du 28 au 30 juin 2007 à Genève par la Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO). Dans le cadre de ce forum, il a organisé le 28 juin un atelier sur le thème **Développement et réduction de la pauvreté: quel rôle pour la politique sociale?**, auquel des militants d'ONG du monde entier ont assisté. Les travaux ont porté sur le rôle légitime de l'Etat dans la politique sociale, en particulier lorsqu'il s'agit de réduire la pauvreté. Les conclusions des débats de l'atelier ont été présentées au Rapporteur général pour la CONGO pour inclusion dans une déclaration à l'ECOSOC.

Le 24 août 2007, l'UNRISD et le Ministère nicaraguayen du commerce et du développement industriel ont tenu conjointement un séminaire à l'Université centraméricaine de Managua. Un panel d'experts nationaux en rapport avec le gouvernement, la société civile et l'ONU, a débattu d'un rapport de recherches de l'UNRISD sur **L'économie**

**politique du Traité CAFTA<sup>1</sup>\*: leçons à tirer pour d'autres accords commerciaux et traités d'intégration régionale.**

Série de séminaires sur le thème **Identité, pouvoir et droits des populations autochtones**—Le premier de ces séminaires s'est tenu le 18 août 2007 à Cochabamba, Bolivie, sous les auspices de l'UNRISD et de l'Universidad Superior de San Simón. Il a eu lieu au Centro de Documentación e Información Bolivia (CEDIB) et avait pour but de diffuser les résultats des recherches, d'en débattre et de connaître les réactions d'universitaires, d'ONG, de responsables gouvernementaux et de représentants de populations autochtones aux résultats des recherches et aux recommandations de politique générale. Les séminaires prévus pour 2008 auront lieu aux Philippines (Université des Philippines, Baguio); au Pérou (Instituto de Derechos Humanos, Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, et Centro Bartolomé de las Casas, Cusco); en Nouvelle-Zélande (Université d'Auckland) ainsi qu'à Lagos, Nigéria.

**Egalité des sexes: en quête de justice dans un monde d'inégalités**, tel a été le thème d'une réunion commune organisée au Caire les 27–28 mars 2007 en collaboration avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), l'Organisation de la femme arabe (AWO) et l'Université du Caire. Un autre séminaire sur ce thème s'est tenu à Athènes, Grèce, le 31 mai 2007 sous l'égide de l'UNRISD, de l'Université Panteion et de la Ligue pour les droits des femmes.

Pour de plus amples détails sur toutes ces manifestations, consulter le site [www.unrisd.org/events](http://www.unrisd.org/events)

---

<sup>1</sup> NdT: Traité de libre-échange entre les États-Unis, les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine.

## Notes du personnel 2007

Les membres du personnel de l'UNRISD exercent différentes fonctions consultatives—auprès d'institutions des Nations Unies, d'organisations multilatérales et bilatérales, de gouvernements, d'ONG, d'instituts de recherche et d'universités. En 2007, ils ont rempli des fonctions de conseillers et de consultants à plus de 90 occasions. Les Notes du personnel livrent une sélection de leurs activités.

### *Yusuf Bangura*

- A fait office de panéliste à une réunion de planification stratégique organisée au Caire, Egypte, le 17 novembre par le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA). La session portait sur Le système mondial contemporain: questions et responsabilités pour la recherche.
- A travaillé comme membre du Groupe d'étude sur le retard pris dans la réalisation des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et a fait part de ses commentaires sur la méthodologie proposée pour la surveillance de ce retard, en vue de la réunion du Groupe d'étude qui devait avoir lieu à New York le 28 novembre.

### *K.B. Ghimire*

- A accordé le 23 janvier un entretien aux Noticias do Inesc on Reforma da ONU: Uma Antiga Agenda que Permanece Urgente.
- A fait un exposé à l'Université de Lausanne, Suisse, le 27 mars sur l'évolution historique de la réflexion sur le développement social.
- A accordé le 4 août un entretien au quotidien Guang Min sur l'évolution des inégalités sociales et le secteur de la société civile en Chine.

### *Terence Gomez*

- A présenté les 24–25 février à l'Université Waseda de Tokyo, Japon, une étude sur le thème Ethnicité, démocratie et droits à un séminaire international sur la sécurité humaine en Asie.
- Membre du Groupe de travail Europe-Asie, créé récemment au sein de l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI), Suisse; a assisté à la première réunion du Groupe le 14 octobre.

### *Katja Hujo*

- A animé les 20–22 juin à la Division du développement social de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) à Beyrouth, Liban, une session de formation de deux jours sur le financement de la politique sociale, incluant des exposés et discussions avec le personnel de la division.
- Conseillère externe d'un projet de recherche sur L'émigration clandestine de jeunes d'Afrique subsaharienne en Europe: Approches dynamiques d'un phénomène complexe: le Cameroun, la Mauritanie et le Sénégal, réalisé avec la Haute école de travail social (HETS), Genève, et l'Université de Genève.

### *Thandika Mkandawire*

- A participé à une table ronde pendant le Festival du film africain (FCAT) organisé par le Ministère espagnol des affaires étrangères à Tarifa, Espagne, les 27 et 28 avril.

- A prononcé un discours liminaire à la conférence sur Le défi de la pauvreté 2007, organisée à Durban, Afrique du Sud, les 26–30 juin par le Programme de recherche Afrique du Sud-Pays-Bas sur les solutions de rechange en matière de développement (SANPAD).
- A participé les 11–12 août à la réunion d'un groupe d'étude sur l'Afrique, qui se tenait sous les auspices d'Initiative for Policy Dialogue (IPD) à Manchester, Royaume-Uni.

### *Naren Prasad*

- A présenté un document sur La participation du secteur privé à la réforme de l'eau: questions d'actualité, lors d'un atelier sur les aspects juridiques des réformes du secteur de l'eau, organisé à Genève par le International Environmental Law Research Centre (IELRC), les 20 et 21 avril.
- A assisté le 11 mai à la consultation sur les obligations relevant des droits de l'homme qui concernent l'accès à l'eau et à l'assainissement, organisée à Genève par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).
- A présenté, le 18 septembre, un document sur les politiques socio-économiques propres à améliorer la résilience des petits Etats à un séminaire de haut niveau. Ce séminaire, organisé par le Secrétariat du Commonwealth et l'Organisation des Etats américains à Washington s'intitule "Résilience économique des petits Etats en transition: De la vulnérabilité à la résilience".

### *Shahra Razavi*

- A fait le 31 mai un exposé à Athènes, Grèce, sur le thème Egalité des sexes: en quête de justice dans un monde d'inégalités à l'Université Panteion pour la Ligue pour les droits des femmes.
- A présenté le 20 novembre un exposé sur le thème Genre et politique sociale à la conférence organisée à Oslo, Norvège, par l'Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD) "Pour des politiques sociales complètes: Lutter contre la pauvreté en investissant dans la protection sociale".
- A fait le 8 décembre un exposé sur les femmes et l'accès à la protection sociale et a animé une réunion-débat sur le même sujet à la Conférence sur Les femmes et le travail, organisée à Genève par l'Union interparlementaire (UIP) et l'OIT.

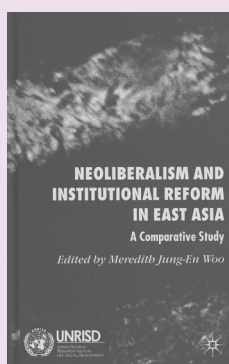
### *Peter Utting*

- A tenu le 5 janvier à Managua des consultations avec de hauts fonctionnaires du gouvernement nicaraguayen sur les stratégies de réduction de la pauvreté et de protection de l'environnement.
- A, le 15 mars, participé en qualité de membre aux travaux du Groupe consultatif chargé d'évaluer les informations reçues en retour sur l'application des orientations pour les entreprises, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

## Neoliberalism and Institutional Reform in East Asia

Sous la direction de Meredith Jung-En Woo

UNRISD/Palgrave Macmillan, 2007



**Table des matières:** Avant-propos—*T. Mkandawire* • Après le miracle: Néolibéralisme et réforme des institutions en Asie orientale—*M. Jung-En Woo* • Partie I: Droit—Idéologie, expérience et primauté du droit dans les sociétés en développement—*F.K. Upham* • Les systèmes juridiques d'Asie au lendemain de la crise financière: La légalité peut-elle supporter une partie du poids? — *J.K.M. Ohnesorge* • Partie II: Bureaucratie et politique industrielle—Refonte de l'Etat développemental à l'ère de la mondialisation: Taiwan défiant le néolibéralisme —*Y. Chu* • Le développementalisme comme culture politique et la libéralisation en France—*M. Loriaux* • Partie III: Emploi—Les régimes asiatiques et le contrat de travail—*J. Vartiainen* • Continuité et changement dans l'Etat providence et les régimes de production dans les sociétés industrielles avancées—*E. Huber et J.D. Stephens* • Partie IV: Gouvernance du secteur privé—Le système coréen de gouvernance des entreprises: Avant et après la crise—*S. Wook Joh* • Institutionnalisation de la destruction créatrice: Une loi prévisible et transparente sur les faillites au lendemain de la crise financière en Asie orientale—*B.G. Carruthers et T.C. Halliday*

304 pages, relié, ISBN: 13: 978-0-230-52734-8 / 10: 0-230-52734-5, £ 60.00

## Democracy and Social Policy

Sous la direction de Yusuf Bangura

UNRISD/Palgrave Macmillan, 2007



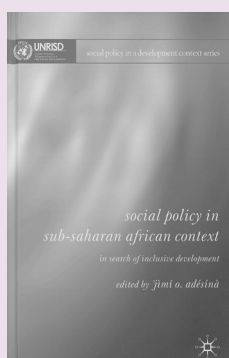
**Table des matières:** Avant-propos—*T. Mkandawire* • Evolution de la démocratie et de la politique sociale: Introduction et vue d'ensemble—*Y. Bangura et C.-J. Hedberg* • Démocratisation et évolution de la politique sociale dans les sociétés capitalistes avancées—*J.D. Stephens* • Démocratisation et évolution de la politique sociale au Japon—*T. Shinkawa* • Démocratisation et politique sociale dans le sud de l'Europe: De l'expansion au 'recalibrage'—*M. Ferrera* • Démocratisation et politique sociale dans le centre-est de l'Europe—*T. Cox* • Les Etats sociaux d'Amérique latine: Moments et choix critiques—*F. Filgueira* • Démocratie et bien-être en Inde—*N. Chandhoke* • Démocratie et politique sociale au Botswana—*K. Nthomang* • Les urnes et la politique sociale à Maurice—*S. Bunwaree* • Démocratie et politique sociale en Jamaïque—*J. Jones*

312 pages, relié, ISBN: 13: 978-0-230-54695-0 / 10: 0-230-54695-1, £ 60.00

## Social Policy in Sub-Saharan African Context: In Search of Inclusive Development

Sous la direction de Jimí O. Adésinà

UNRISD/Palgrave Macmillan, 2007



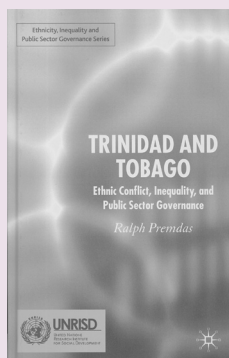
**Table des matières:** Avant-propos—*T. Mkandawire* • A la recherche d'un développement sans exclus: Introduction—*J.O. Adésinà* • Idées dominantes et développement social en Afrique subsaharienne: Evaluation des paradigmes nationaliste, keynésien et néolibéral—*A.-G. Garba* • Politique sociale et développement en Afrique de l'Est: Les politiques de l'éducation et de l'emploi—*C.S.L. Chachage* • Education, emploi et développement en Afrique australe: Le rôle de la politique sociale en Afrique du Sud, au Botswana et au Zimbabwe—*F.T. Hendricks* • La politique sociale et le défi du développement au Nigéria et au Ghana: Les politiques de l'éducation et de l'emploi—*B. Udegbe* • Le rôle de la politique sociale dans le développement: Santé, eau et assainissement en Afrique de l'Est—*R. Atieno et A. Ouma Shem* • La structure sociopolitique de l'accumulation et la politique sociale en Afrique australe—*P. Bond* • La politique sociale dans un contexte de développement: L'eau, la santé et l'assainissement au Ghana et au Nigéria—*O. Obono*

280 pages, relié, ISBN: 13: 978-0-230-52083-7 / 10: 0-230-52083-9, £ 60.00

## Trinidad and Tobago: Ethnic Conflict, Inequality and Public Sector Governance

Ralph R. Premdas

UNRISD/Palgrave Macmillan, 2007



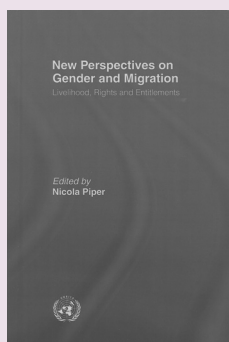
**Table des matières:** Avant-propos • Préface • Ethnicité, inégalité et conflit: Introduction • Les populations de Trinité-et-Tobago: Evolution historique et constitutionnelle • Luttres pour les postes dans le service public, le secteur privé, le gouvernement, le Parlement et pour la présidence • Rapports de force identitaires: Luttres pour les symboles, la culture et l'histoire • Politique partisane, systèmes électoraux et querelles ethniques • Modes et mécanismes de gestion des conflits interethniques • Conclusion

210 pages, relié, ISBN: 13: 978-0-230-52083-7 / 10: 0-230-52083-9, £ 58.00

## New Perspectives on Gender and Migration: Livelihood, Rights and Entitlements

Sous la direction de Nicola Piper

Routledge/recherche de l'UNRISD sur le thème Genre et développement, 2007



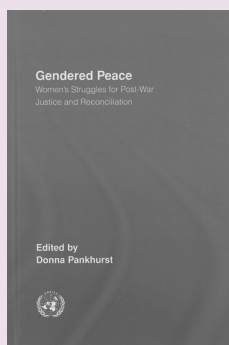
**Table des matières:** Avant-propos—*T. Mkandawire* • Migration internationale et stratification selon le sexe: Introduction—*N. Piper* • Trouver sa place dans des structures stratifiées: Les femmes migrantes en Amérique du Nord—*M. Boyd et D. Pikkov* • Migrations, moyens d'existence et droits suivant les sexes dans les systèmes européens de protection sociale—*E. Kofman* • Migration sexospécifique en Océanie: Tendances, politiques et résultats—*S.E. Khoo, E. Ho et C. Voigt-Graf* • Genre, migration et moyens d'existence: Les femmes migrantes en Afrique australe—*B. Dodson* • Féminisation de la migration en Asie orientale et dans le sud-est asiatique et recherche de moyens d'existence—*N. Piper et K. Yamanaka* • Migration sexospécifique dans les Amériques: Le Mexique comme pays d'origine, de destination et de transit—*M.L. Rojas Wiesner et H. Angeles Cruz* • Participation politique et émancipation des travailleurs étrangers: Différenciation selon le sexe des activités de sensibilisation et d'organisation des travailleurs migrants en Asie de l'Est et du Sud-Est—*N. Piper* • Lorsque les droits de l'homme servent à l'émancipation des employées de maison immigrées dans le système interaméricain—*M.L. Satterthwaite*

362 pages, relié, ISBN: 13: 978-0-415-95649-9, USD 95.00

## Gendered Peace: Women's Struggles for Post-War Justice and Reconciliation

Sous la direction de Donna Pankhurst

Routledge/recherche de l'UNRISD sur le thème Genre et développement, 2007



**Table des matières:** Avant-propos—*T. Mkandawire* • Introduction: la guerre et la paix selon qu'on est homme ou femme • Equité des sexes devant la justice internationale: Progrès et pièges de la justice internationale—*M. Walsh* • Commissions de vérité et réconciliation et justice pour les femmes—*A. Dal Secco* • "Votre justice est trop lente": le Tribunal pénal international pour le Rwanda manquera-t-il à son devoir envers les victimes de viol?—*B. Nowrojee* • L'injustice envers les femmes et la Commission de vérité et réconciliation sud-africaine—*R. Manjoo* • Les politiques liées au genre et la reconstruction en Afghanistan: Vieux dilemmes ou nouveaux défis? *D. Kandiyoti* • L'Accord des Chittagong Hill Tracts (CHT) et après: Dimensions sexospécifiques de la paix—*M. Guhathakurta* • Epouser son violeur: Crimes de guerre domestiqués au Pérou—*J. Boesten* • Union des forces pour une gouvernance démocratique en Amérique centrale: Des femmes s'allient pour reconstruire après la guerre—*I.A. Luciak* • Conflits violents dans les Balkans et leurs conséquences: Les dimensions sexospécifiques de la guerre et de la paix—*T. Djurić-Kuzmanović, R. Drezgić et D. Žarkov* • Violences envers les femmes après la guerre: Que peut expliquer

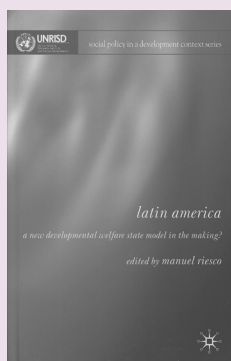
la "masculinité"?—*D. Pankhurst*

352 pages, relié, ISBN: 13: 978-0-415-95648-2, USD 95.00

## Latin America: A New Developmental Welfare State Model in the Making?

Sous la direction de Manuel Riesco

UNRISD/Palgrave Macmillan, 2007



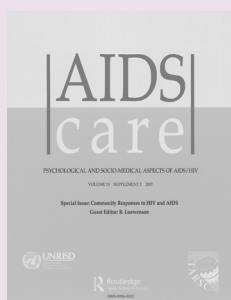
**Table des matières:** Introduction—S.M. Draibe et M. Riesco • Partie I: L'Amérique latine se modernise à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle—Amérique latine: Un nouveau modèle d'Etat providence développemental naissant?—S.M. Draibe et M. Riesco • Partie II: Dans les hautes terres des empires précolombiens—L'Etat providence mexicain: Naissance, croissance et désengagement (1822-2002)—V. Brachet-Márquez • La politique sociale dans un contexte de développement: Le cas du Pérou—F. Sagasti, F. Prada et M. Bazán • Partie III: Les riches régions côtières, lieu d'accueil d'une immigration tardive—Politique sociale et économie en Argentine: Crise et austérité pour la protection sociale—A.C. Barbeito et L. Goldberg • La réponse politique de l'Uruguay à ses défis sociaux et économiques—M. Bonino, H-J. Kwon et A. Peyre Dutrey • Partie IV: Les immensités impériales et l'île révolutionnaire, terres des anciens esclaves—L'Etat providence développemental du Brésil: Développement, déclin et perspectives—S.M. Draibe • Les politiques sociales à Cuba dans le contexte du développement (1902-2002)—J.A. Díaz Vázquez et J. Carranza Valdés • Partie V: Les périphéries pauvres des premiers colons américains—Politique sociale et réforme sociale à la costaricienne: Paradigme de l'hétérodoxie dans le contexte d'une économie périphérique—M. Barahona, L. Güendell et C. Castro Valverde • Etat providence développemental et changement social au Chili—M.A. Illanes et M. Riesco

456 pages, relié, ISBN: 13: 978-0-230-00788-8 / 10: 0-230-00788-0, £ 70.00

## Community Responses to HIV and AIDS, AIDS Care: Psychological and Socio-Medical Aspects of AIDS/HIV (Special Issue), Volume 19, Supplement 1

Rene Loewenson (rédactrice en cheffe invitée)

Routledge, 2007



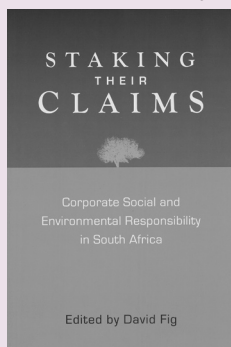
**Table des matières:** Avant-propos • Les ripostes au SIDA sous l'angle de l'équité et de l'intégration—R. Loewenson • Autonomie et vulnérabilité au VIH/SIDA chez de jeunes femmes d'un bidonville de Belo Horizonte, Brésil—A.S. Chacham, M.B. Maia, M. Greco, A.P. Silva, D.B. Greco • Comment de modestes activités génératrices de revenu peuvent réduire le risque du VIH chez les jeunes de la République du Congo—J.C. Bounou Bazika • Garder le sourire malgré tout: Expériences de femmes vivant avec le VIH et le SIDA dans les banlieues non viabilisées de Nairobi, Kenya—M. Amuyunzu-Nyamongo, L. Okeng'o, A. Wagura, E. Mwenzwa • Contextualisation du SIDA et du développement humain: Longue maladie et décès chez les adultes des basses castes prolétariennes d'Inde—R. Priya, C. Sathyamala • Extension des liens communautaires en Thaïlande grâce à la fourniture d'antirétroviraux—C. Lyttleton, A. Beesey, M. Sitthikriengkrai • Sous le radar: Les filets de sécurité communautaires pour les ménages d'Afrique subsaharienne touchés par le SIDA—G. Foster • Le SIDA dans les campagnes ougandaises: Ripostes communautaires différenciées selon le sexe—J.M. Kanyamurwa, G.T. Ampek • Les agents de santé communautaires au cœur du dispositif d'intégration des soins liés au VIH dans les soins de santé primaires—J.S. Mukherjee, Père E. Eustache • Equité et intégration dans les ripostes au SIDA: Leçons tirées de contextes divers—R. Loewenson

93 pages, broché, ISSN: 0954-0121, EUR 176.10

## Staking Their Claims: Corporate Social and Environmental Responsibility in South Africa

Sous la direction de David Fig

UNRISD/University of KwaZulu-Natal Press, 2007



**Table des matières:** Avant-propos—P. Utting • Responsabilité sociale et environnementale des entreprises: Le contexte—D. Fig • Economie politique—A. Bezuidenhout, D. Fig, R. Hamann et R. Omar • L'industrie minière—R. Hamann et A. Bezuidenhout • L'industrie chimique—S. Miller • L'industrie alimentaire—D. Fig • L'émancipation économique des Noirs et ses répercussions—R. Southall et D. Sanchez • Responsabilité de la base à l'époque du SIDA—D. Dickinson • Postface: Regarder au-delà du bilan—E. Webster

302 pages, broché, ISBN: 13: 978-1-86914-107-3, Rand 180.00

## ■ Recherches et politiques — Notes d'information\*

- RPB7e, *Commercialization and Globalization of Health Care: Lessons from UNRISD Research*, décembre 2007.
- RPB6e, *UN World Summits and Civil Society Engagement*, janvier 2007.
- RPB6f, *Les sommets mondiaux de l'ONU et l'engagement de la société civile*, avril 2007.
- RPB6s, *Las cumbres mundiales de las Naciones Unidas y la participación de la sociedad civil*, avril 2007.
- RPB5f, *Le pouvoir transformateur de la politique sociale: Leçons des recherches de l'UNRISD*, mars 2007.
- RPB5s, *Política social transformativa: Lecciones de la investigación de UNRISD*, mars 2007.

## ■ Conférence Infos\*

- CN 17, *Réduction de la pauvreté et orientations politiques*, juillet 2007.
- CN 18, *Le financement de la politique sociale*, juillet 2007.
- CN 19, *Equitable Access to Health Care and Infectious Disease Control: Concepts, Measurement and Interventions*, septembre 2007.

## ■ Documents de programme\*

### Politique sociale et développement

- PP SPD 35, Alexander Peyre Dutrey, *Successful Targeting? Reporting Efficiency and Costs in Targeted Poverty Alleviation Programmes*, novembre 2007.
- PP SPD 34, Hein de Haas, *Remittances, Migration and Social Development: A Conceptual Review of the Literature*, octobre 2007.
- PP SPD 33, 'Jimí O. Adésinà, *Social Policy and the Quest for Inclusive Development: Research Findings from Sub-Saharan Africa*, mai 2007.
- PP SPD 32, José A. Delfino, Ariel A. Casarin et María Eugenia Delfino, *How Far Does It Go? The Buenos Aires Water Concession a Decade after the Reform*, mai 2007.

- PP SPD 31, Ken Battle et Edward Tamagno, *Public Pensions in a Development Context: The Case of Canada*, février 2007.

### Marchés, entreprises et réglementation

- PP MBR 4, Peter Lund-Thomsen, *Assessing the Impact of Public-Private Partnerships in the Global South: The Case of the Kasur Tanneries Pollution Control Project*, octobre 2007.
- PP MBR 3, Naren Prasad, *Social Policies and Water Sector Reform*, septembre 2007.
- PP MBR 2, Uwafiokun Idemudia, *Corporate Partnerships and Community Development in the Nigerian Oil Industry: Strengths and Limitations*, mars 2007.

### Genre et développement

- PP GD 3, Shahra Razavi, *The Political and Social Economy of Care in a Development Context: Conceptual Issues, Research Questions and Policy Options*, juin 2007.
- PP GD 2, Debbie Budlender, *A Critical Review of Selected Time Use Surveys*, juin 2007.
- PP GD 1, Maxine Molyneux, *Change and Continuity in Social Protection in Latin America: Mothers at the Service of the State?*, mai 2007.

### Société civile et mouvements sociaux

- PP CSSM 30, Manuel Mejido Costoya, *Toward a Typology of Civil Society Actors: The Case of the Movement to Change International Trade Rules and Barriers*, octobre 2007.
- PP CSSM 29, Britta Sadoun, *Political Space for Non-Governmental Organizations in United Nations World Summit Processes*, février 2007.
- PP CSSM 28, Yovana Reyes Tagle et Katarina Sehm Patomäki, *The Rise and Development of the Global Debt Movement: A North-South Dialogue*, janvier 2007.
- PP CSSM 27, Heikki Patomäki, *Global Tax Initiatives: The Movement for the Currency Transaction Tax*, janvier 2007.

\* Téléchargeables gratuitement à [www.unrisd.org/publications](http://www.unrisd.org/publications). Pour commander des exemplaires papier, voir page 16.

## COMMENT COMMANDER LES PUBLICATIONS DE L'UNRISD

### Livres:

Palgrave Orders, Palgrave Macmillan Limited, Brunel Road, Houndmills, Basingstoke, Hampshire RG21 6XS, Royaume-Uni. Tél: +44 (0)1256 302866, Fax: +44 (0)1256 330688, orders@palgrave.com, www.palgrave.com

Routledge/recherche de l'UNRISD sur le thème Genre et développement: Routledge Orders (Etats-Unis, Canada et Amérique du Sud), Routledge, c/o Taylor & Francis, Inc., 7625 Empire Drive, Florence, Kentucky 41042-2919, Etats-Unis. Tél. (gratuit): +1 (800) 634-7064, Fax (gratuit): +1 (800) 248-4724, orders@taylorandfrancis.com, www.routledge.com. Routledge Orders (Royaume-Uni et reste du monde), Routledge, Taylor & Francis Customer Services, ITPS, Cheriton House, North Way, Andover, Hampshire SP10 5BE, Royaume-Uni. Tél: +44 (0)1264 343071, Fax: +44 (0)1264 343005, tps.tandfecommerce@thomson.com, www.routledge.com

Pour se procurer AIDS Care, s'adresser à: Taylor & Francis Group, Periodicals Service Company, 11 Main Street, Germantown, NY 12526, Etats-Unis. Tél: +1 518 537 4700, Fax: +1 518 537 5899, psc@periodicals.com

Pour se procurer Staking Their Claims, s'adresser à: University of KwaZulu-Natal Press, Private Bag X01, Scottsville 3209, Afrique du Sud. Tél: +27 (33) 260 5226, Fax: +27 (33) 260 5801, books@ukzn.ac.za, www.ukznpress.co.za

L'UNRISD s'interdit de vendre, de donner ou d'écouler à prix réduit des livres publiés par des maisons d'édition commerciales. Les prix peuvent changer.

**Autres publications:** Centre de référence de l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse. Tél: +41 (0)22 9173020, Fax : +41 (0)22 9170650, info@unrisd.org, www.unrisd.org

**Commande en ligne:** www.unrisd.org/publications renseigne sur toutes les publications de l'UNRISD. On y trouvera aussi un formulaire de commande en ligne et, chaque fois que cela est possible, des liens avec les maisons d'édition commerciales avec lesquelles travaille l'Institut.

**Notre politique de prix:** les documents de programme sont à USD 12 et à moitié prix pour les commandes provenant de pays en développement et de pays en transition, ainsi que pour les étudiants. Les synthèses de la série Recherches et politiques et les Conférence Infos sont gratuites.

*Nous ne pouvons pas accepter de paiement par carte de crédit.*



L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est une institution autonome des Nations Unies, fondée en 1963, qui entreprend des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains du développement. Par ses recherches, ses réunions et ses publications, l'UNRISD donne aux institutions gouvernementales, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, aux universitaires et aux chercheurs les moyens de mieux comprendre en quoi les processus et politiques de développement affectent divers groupes sociaux, stimule les échanges d'idées et alimente les débats sur les politiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies.

L'UNRISD remercie les principaux donateurs à son budget général—le Danemark, la Finlande, le Mexique, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse—du soutien qu'ils apportent à ses activités.

UNRISD  
Palais des Nations  
1211 Geneva 10  
Suisse  
info@unrisd.org  
www.unrisd.org

Rédactrices: Jenifer Freedman &  
Suroor Ali Khan  
Traduction de l'anglais: Martine Cullot  
Correction d'épreuves :  
Véronique Martinez

Mise en page et impression:  
Service des publications de l'ONU



Imprimé sur papier recyclé.